

Objectifs énergétiques de la Suisse

Rapport d'étude

Octobre 2025

Période de blocage 28 octobre, 15 h

SOTCMO

MENTIONS LEGALES

Objectifs énergétiques de la Suisse, Octobre 2025

Client: Avenergy Suisse

Mandataire: Sotomo, Binzstrasse 23, 8045 Zürich.

Auteurs/autrices: Lisa Frisch, Michael Hermann, David Krähenbühl, Sarah Pannen

1	Objectifs énergétiques de la Suisse	4
1.1	À propos de cette étude	4
1.2	Résumé des principaux résultats	5

2	Objectifs et mesures pour le climat	9
2.1	Objectifs climatiques entre soutien et scepticisme	9
2.2	Comment lutter contre le changement climatique ?	15
2.3	Le débat sur le changement climatique divise	19

3	L'approvisionnement énergétique en mutation	23
3.1	Les sources d'énergie d'aujourd'hui et de demain	23
3.2	La transition énergétique, oui – mais pas à n'importe quel prix	32

4	Comportement (non) favorable au climat	36
4.1	Un comportement favorable au climat souhaité	36
4.2	La protection du climat au quotidien	42

5	Collecte des données et méthode	47
----------	--	-----------

Objectifs énergétiques de la Suisse

1.1 À PROPOS DE CETTE ÉTUDE

La Suisse s'est engagée dans la transition énergétique et souhaite atteindre la neutralité climatique d'ici 2050.¹ Des mesures politiques et des dispositions légales constituent le cadre nécessaire à cet objectif. La transition énergétique entraîne toutefois des changements profonds, et son succès dépend largement du soutien de la population.

C'est dans ce contexte qu'Avenergy Suisse a mandaté l'institut de recherche Sotomo pour mener une étude intitulée « Objectifs énergétiques de la Suisse » afin d'analyser l'attitude de la population suisse à l'égard de l'approvisionnement énergétique actuel et futur. Les résultats de l'étude dressent le portrait d'une société divisée : si la majorité de la population soutient l'objectif de zéro émission nette, elle doute toutefois qu'il soit réalisable d'ici 2050. Actuellement, les énergies fossiles représentent encore une part importante de la consommation énergétique suisse. Si la population sous-estime cette part, elle part toutefois du principe que les énergies fossiles continueront à jouer un rôle important après 2050. De plus, si la plupart des personnes interrogées considèrent que les actions individuelles sont essentielles dans

¹Loi sur le climat et l'innovation (DETEC); Stratégie énergétique 2050 (OFEN)

la lutte contre le changement climatique, seule la moitié d'entre elles sont prêtes à adapter leur comportement de manière plus cohérente à la protection du climat.

L'étude se divise en trois parties. La première partie examine l'attitude de la population à l'égard de l'objectif de zéro émission nette et des mesures de protection du climat. La deuxième partie met en lumière la transition énergétique en Suisse, en mettant particulièrement l'accent sur le rôle des énergies fossiles. La troisième partie explore dans quelle mesure la population adopte un comportement respectueux du climat et quelles attentes elle exprime à cet égard.

Pour cette étude menée par Sotomo, 1 887 personnes ont été interrogées entre le 20 août et le 3 septembre 2025. Les résultats sont représentatifs de la population résidente germanophone et francophone de Suisse âgée de 18 ans et plus.

1.2 RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX RÉSULTATS

L'objectif de zéro émission nette est soutenu, mais sa faisabilité est mise en doute : la Suisse s'est fixé pour objectif d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2050.² La population se montre toutefois sceptique à cet égard : 85 % estiment que cet objectif ne sera pas atteint (fig. 1). Néanmoins, une nette majorité (61 %) souhaite que la Suisse maintienne cet objectif de neutralité carbone. À l'exception de l'UDC, cet objectif bénéficie d'un large soutien dans tous les courants politiques (fig. 3). Un désaccord apparaît toutefois sur la question de l'équité internationale dans la transition vers la neutralité climatique : environ la moitié de la population ne soutient l'objectif de zéro émission nette que si les pays à fortes émissions contribuent également à l'effort, tandis que l'autre moitié soutient cet objectif même sans cette condition (fig. 4).

² Loi sur le climat et l'innovation (DETEC) ; Stratégie énergétique 2050 (OFEN)

Lutter contre le changement climatique grâce au progrès technologique : deux tiers de la population (67 %) estiment qu'il est important de lutter activement contre le changement climatique en Suisse (fig. 5). Une importance particulière est accordée au progrès technologique : 89 % le considèrent comme un levier essentiel pour freiner le réchauffement climatique (fig. 6). Les actions individuelles (70 %) et les dispositions légales (58 %) sont également considérées comme des éléments clés dans la lutte contre le changement climatique, même si elles sont soutenues par une proportion moindre de la population. Parmi les mesures concrètes, le développement des énergies renouvelables bénéficie du plus grand soutien (71 %), suivi de l'instauration de normes minimales pour l'isolation des bâtiments (55 %) et de la prévention du gaspillage alimentaire (53 %). En revanche, la proposition visant à responsabiliser davantage les individus connaît nettement moins de succès – elle figure parmi les mesures les moins populaires (fig. 7).

Une majorité perçoit les reportages des médias sur le changement climatique comme moralisateurs : le débat sur le changement climatique divise la population : 40 % des personnes interrogées considèrent que ce débat public minimise trop le problème, tandis qu'une faible majorité (53 %) le juge excessivement dramatisé (fig. 8). On observe ici un gradient politique clair : les milieux de gauche tendent à considérer le débat comme trop minimisant, alors que les partisans des partis conservateurs de droite le trouvent trop dramatisant (fig. 9). S'agissant de la couverture médiatique du changement climatique, la population porte un jugement critique : 60 % trouvent les reportages sur le climat moralisateurs, contre seulement 35 % qui les trouvent objectifs (fig. 10). Même parmi ceux qui soutiennent la lutte contre le réchauffement climatique en Suisse, 44 % considèrent que la couverture médiatique a un caractère moralisateur.

Le rôle actuel du pétrole est sous-estimé : Actuellement, les énergies fossiles représentent plus de la moitié de la consommation finale en Suisse (46 % pour le pétrole, 12 % pour le gaz naturel)³. La part du pétrole dans la consommation totale

³ Statistiques énergétiques globales de la Suisse 2024, consommation finale (OFEN)

d'énergie est sous-estimée de près de moitié par la population, qui l'évalue à 26 % (fig. 11). Néanmoins, la population semble consciente de l'importance centrale des énergies fossiles dans l'approvisionnement énergétique : 66 % des personnes interrogées estiment que sans les énergies fossiles, la vie publique serait aujourd'hui largement paralysée (fig. 14). Pour 2050, la population s'attend à une nette tendance en faveur des énergies renouvelables (énergie hydraulique 26 %, énergie solaire 20 %, autres énergies renouvelables 10 %), mais estime également que les énergies fossiles conserveront un rôle significatif, avec une part de 20 % dans l'approvisionnement énergétique total (fig. 12). Lorsqu'il est question de la sécurité d'approvisionnement, une majorité de la population considère qu'un système énergétique diversifié est essentiel (fig. 13). Dans l'ensemble, l'énergie hydraulique est toutefois perçue comme la source la plus importante pour garantir un approvisionnement énergétique stable en Suisse.

Oui à la transition énergétique, mais pas à n'importe quel prix : malgré un large soutien à la transition énergétique, seules 52 % des personnes interrogées se disent prêtes à payer plus cher pour de l'énergie provenant de sources renouvelables, contre 46 % qui ne le sont pas (fig. 16). La disposition à payer varie fortement selon les opinions politiques : plus de 70 % des électeurs de gauche, écologistes et progressistes et environ la moitié des électeurs du Centre et du PLR seraient prêts à payer plus cher pour des sources d'énergie renouvelables. En revanche, une grande majorité des électeurs de l'UDC (70 %) ne sont pas disposés à le faire. De manière générale, la moitié des personnes interrogées partent du principe que la transition énergétique aura un impact négatif sur la prospérité de la Suisse, tandis que seulement 40 % pensent qu'elle la favorisera (fig. 17). La couverture médiatique sur la faisabilité de la transition énergétique est jugée trop optimiste par 46 % de la population (46 %, fig. 18), en particulier dans les milieux bourgeois de droite (entre 53 et 66 %).

Les attentes envers la population suisse dépassent la volonté individuelle à adopter un comportement écologique/plus respectueux du climat : deux tiers des personnes interrogées (66 %)

estiment que la population suisse devrait adopter un comportement plus respectueux du climat (fig. 19). Elles se montrent toutefois un peu plus réservées quant à leur propre comportement : seules 53 % sont prêtes à adapter davantage leur comportement en faveur de la protection du climat. On observe ici un net clivage politique : alors que neuf partisans des Verts sur dix se déclarent prêts à le faire, ce n'est le cas que d'une personne sur cinq parmi les électeurs de l'UDC (fig. 21). Dans l'ensemble, plus de la moitié de la population ressent une pression sociale à adopter un comportement respectueux du climat – pression le plus souvent exercée par les médias et le monde politique (fig. 22). Inversement, certains vivent la situation opposée : 26 % se sentent poussés à justifier leur comportement écologique/respectueux du climat dans leur cercle privé, et 21 % ressentent cette pression dans l'espace public.

Les mesures écologiques faciles à mettre en œuvre sont plus populaires : une large majorité de la population contribue déjà activement à la protection du climat dans sa vie quotidienne, notamment dans les domaines de la consommation, de l'alimentation et de la mobilité (fig. 23). Les mesures les plus répandues sont la consommation de produits alimentaires locaux, une réduction générale de la consommation ainsi que la limitation des voyages en avion et de l'utilisation du chauffage. En revanche, les changements plus contraignants dans les domaines de la mobilité et de la technique du bâtiment suscitent davantage de réticences : un peu plus d'un tiers des automobilistes ou motocyclistes (38 %) envisageraient l'achat un véhicule électrique, mais majorité ne la considère pas comme une option (fig. 24). Il en va de même pour la rénovation des systèmes de chauffage : environ un tiers (36 %) des propriétaires immobiliers équipés d'un chauffage au mazout peuvent envisager de passer à un système de chauffage renouvelable au cours des cinq prochaines années, mais 56 % ne le prévoient pas (fig. 25). Dans l'ensemble, les mesures de protection du climat faciles à mettre en œuvre, qui ne nécessitent que peu de sacrifices ou d'investissements, suscitent donc une adhésion nettement plus large que celles qui impliquent des changements profonds.

Objectifs et mesures pour le climat

Ce chapitre traite de l'attitude de la population suisse à l'égard des objectifs climatiques et des mesures de protection du climat. Quel est le niveau de soutien à l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 ? Quelles mesures la Suisse devrait-elle privilégier, selon la population, pour lutter contre le réchauffement climatique ? Et comment perçoit-elle le débat public sur le changement climatique ?

2.1 OBJECTIFS CLIMATIQUES ENTRE SOUTIEN ET SCEPTICISME

Le réchauffement climatique mondial et ses conséquences écologiques, économiques et sociales comptent parmi les plus grands défis du XXI^e siècle.⁴ Les gaz à effet de serre tels que le dioxyde de carbone (CO₂), le méthane et le protoxyde d'azote sont les principaux responsables du réchauffement climatique. Ils sont principalement produits par la production d'énergie, les transports, l'industrie et l'agriculture.⁵ Dans ce contexte, la

⁴Réchauffement climatique de 1,5 °C (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)

⁵Impact climatique des gaz à effet de serre et d'autres substances (OFEV)

Objectifs énergétiques de la Suisse

Suisse s'est fixé pour objectif d'atteindre la neutralité climatique et de ne plus émettre de gaz à effet de serre nets d'ici 2050 au plus tard.⁶ Grâce à des mesures de réduction et de compensation, La Suisse vise, avec l'objectif dit « zéro émission nette », à diminuer son empreinte carbone et à réduire sa contribution au réchauffement climatique mondial. La réalisation de cet objectif nécessite des transformations profondes dans les domaines de l'énergie, de la mobilité, du bâtiment et de l'industrie, tant au niveau de l'adoption de cadres politiques appropriés que par une évolution du comportement de la population.⁷

⁶Loi sur le climat et l'innovation (DETEC); Stratégie énergétique 2050 (OFEN)

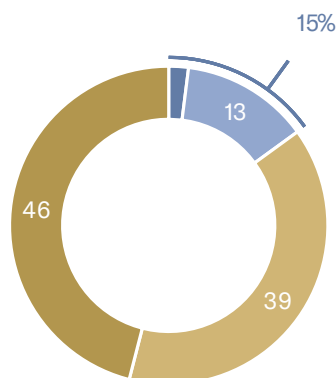
⁷Stratégie climatique à long terme 2050 (OFEV)

Objectifs énergétiques de la Suisse

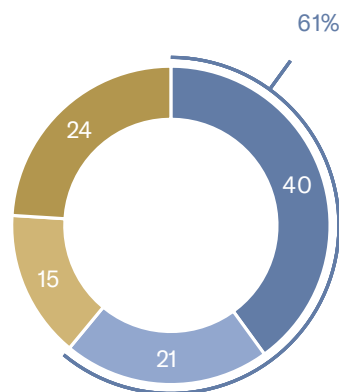
Faisabilité et attitude à l'égard de l'objectif zéro émission nette d'ici 2050 en Suisse (fig. 1)

«Selon vous (à l'heure actuelle) : la Suisse atteindra-t-elle l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 ? » ou « A votre avis, la Suisse devrait-elle maintenir cet objectif? »

La Suisse atteindra-t-elle la neutralité carbone d'ici 2050 ?



Faut-il que la Suisse respecte l'objectif de neutralité carbone d'ici 2050 ?



En votant « oui » à la « loi sur le climat et l'innovation », la population suisse a inscrit en juin 2023 l'objectif de zéro émission nette dans la législation.⁸ Cependant, en raison des progrès limités réalisés jusqu'à présent, certains scientifiques émettent des doutes quant à la faisabilité de cet objectif.⁹

Le scepticisme est également largement partagé au sein de la population: à ce jour, 85 % des personnes interrogées pensent que la Suisse n'atteindra pas l'objectif de zéro émission nette d'ici

⁸Loi sur le climat et l'innovation (DETEC)

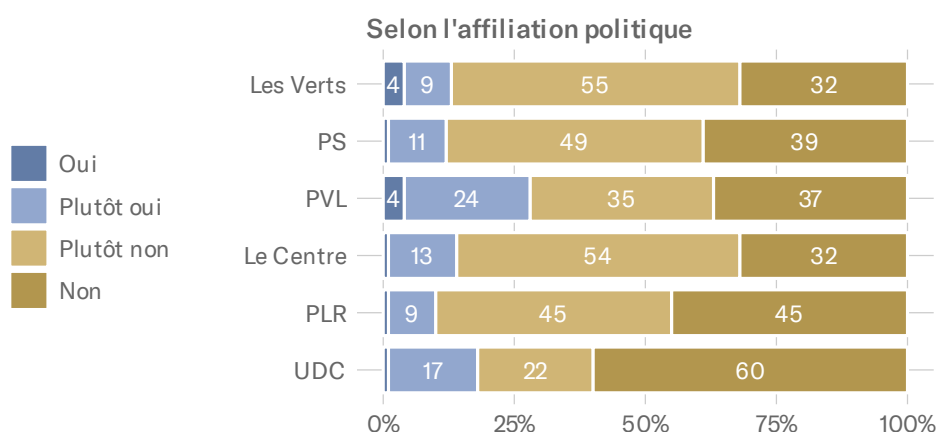
⁹Faisabilité du zéro net (Tagesanzeiger, 09/2025)

2050 (fig. 1). Néanmoins, cet objectif climatique bénéficie d'un large soutien : 61 % des personnes interrogées estiment que la Suisse devrait atteindre l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050. Cette contradiction illustre bien que si l'objectif de zéro émission nette est considéré comme souhaitable par une majorité de la population, le scepticisme l'emporte quant à sa mise en œuvre.

La Suisse doit devenir climatiquement neutre d'ici 2050, même si peu de gens y croient.

Faisabilité de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 en Suisse – selon l'appartenance politique (fig. 2)

« Selon vous (à ce jour) : la Suisse atteindra-t-elle l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 ? »



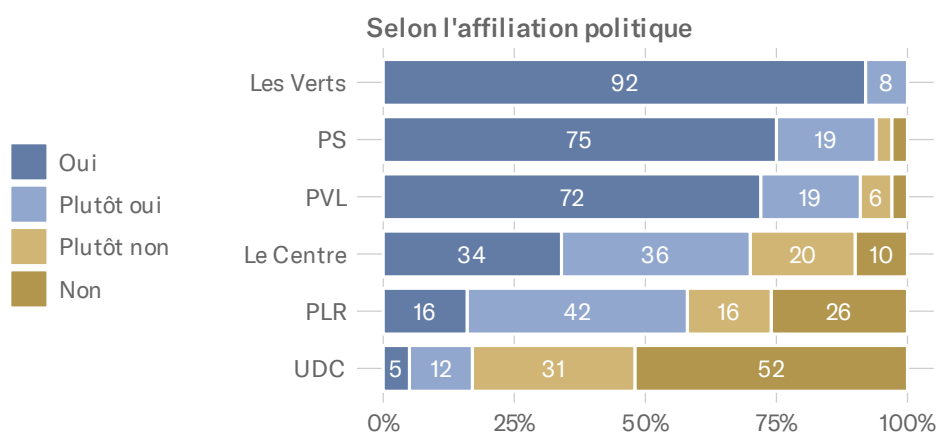
La figure 2 montre que c'est parmi les partisans du PVL que l'optimisme quant à la faisabilité de l'objectif zéro émission nette est le plus grand : 28 % d'entre eux sont (plutôt) confiants que la Suisse atteindra cet objectif d'ici 2050. Les partisans du PLR sont les plus réservés : seuls 10 % d'entre eux pensent que cet objectif sera atteint.

Objectifs énergétiques de la Suisse

Des différences marquées apparaissent au sein du spectre politique en ce qui concerne le caractère souhaitable de la neutralité climatique de la Suisse d'ici 2050. La grande majorité des partisans des Verts (100 %), du PS (94 %) et du PVL (91 %) s'expriment clairement en faveur de cet objectif (fig. 3). Il convient de constater qu'une nette majorité des électeurs du centre (70 %) et du PLR (58 %) soutient également cet objectif. À l'autre extrémité du spectre politique se trouvent les électeurs de l'UDC : 83 % d'entre eux rejettent (plutôt) l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050.

Attitude envers l'objectif zéro émission nette 2050 en Suisse – selon l'appartenance politique (fig. 3)

« Selon vous, la Suisse devrait-elle maintenir l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 ? »



Dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, la Suisse s'est engagée, aux côtés d'autres pays, à contribuer à la lutte contre le changement climatique.¹⁰ L'objectif de l'accord est de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C si possible, ou à un niveau nettement inférieur à 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Bien que presque tous les pays du monde aient ratifié l'accord, beaucoup sont encore loin d'avoir atteint les objectifs climatiques qu'ils se sont fixés.¹¹

La Suisse devrait-elle poursuivre ses objectifs climatiques même si d'autres pays ne suivent pas le mouvement ? Cette question divise la population : une faible majorité (51 %) estime que la

¹⁰ Aperçu de l'accord de Paris sur le climat; Accord de Paris (ONU)

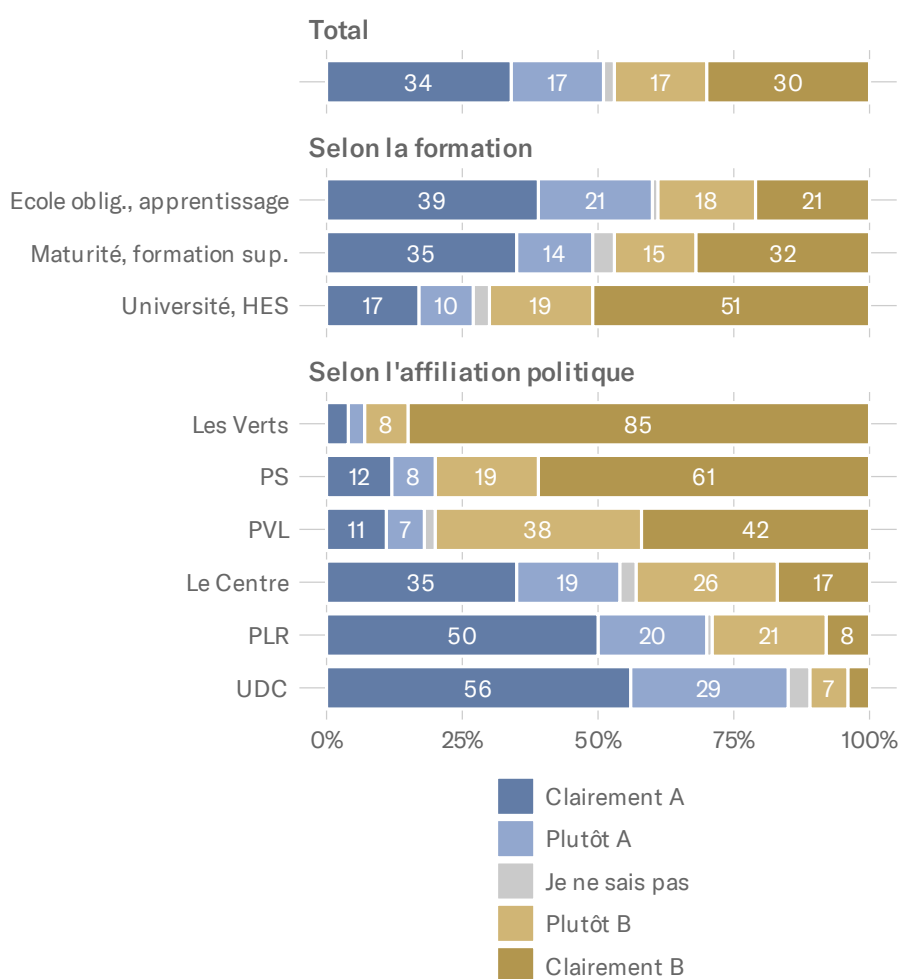
¹¹ Aperçu de l'accord de Paris sur le climat; Rapport de synthèse 2024 sur les CDN (ONU)

Objectifs énergétiques de la Suisse

Suisse devrait viser l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050, indépendamment des actions des autres pays (fig. 4). À l'inverse, 47 % considèrent que la Suisse, en tant que pays prospère, devrait montrer l'exemple et lutter contre le changement climatique, indépendamment de l'empreinte carbone des autres pays.

Attitude vis-à-vis de l'objectif climatique (fig. 4)

« Laquelle des affirmations suivantes reflètent le mieux votre opinion ? A – La Suisse ne peut pas freiner seule le changement climatique. C'est pourquoi elle ne devrait respecter l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 que si les pays responsables de la majeure partie des émissions font de même. B – En tant que pays riche, la Suisse devrait montrer l'exemple et respecter systématiquement l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050, même si les pays responsables de la majeure partie des émissions ne s'y engagent pas. »



Comme le montre la figure 4, les personnes titulaires d'un diplôme universitaire ou d'une haute école spécialisée (70 %) sont plus nombreuses à penser que la Suisse devrait viser la neutralité climatique indépendamment des actions des autres pays que les personnes titulaires d'un diplôme de l'éducation primaire (39 %).

On observe également des différences notables selon les affinités politiques. Alors que les partis de gauche soutiennent majoritairement l'objectif de zéro émission nette, indépendamment des actions des autres pays, les électeurs des partis de droite ne soutiennent cet objectif que si d'autres États prennent des engagements comparables. Ces résultats suggèrent que l'attitude de la population à l'égard de la politique climatique est influencée par des convictions idéologiques.

2.2 COMMENT LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

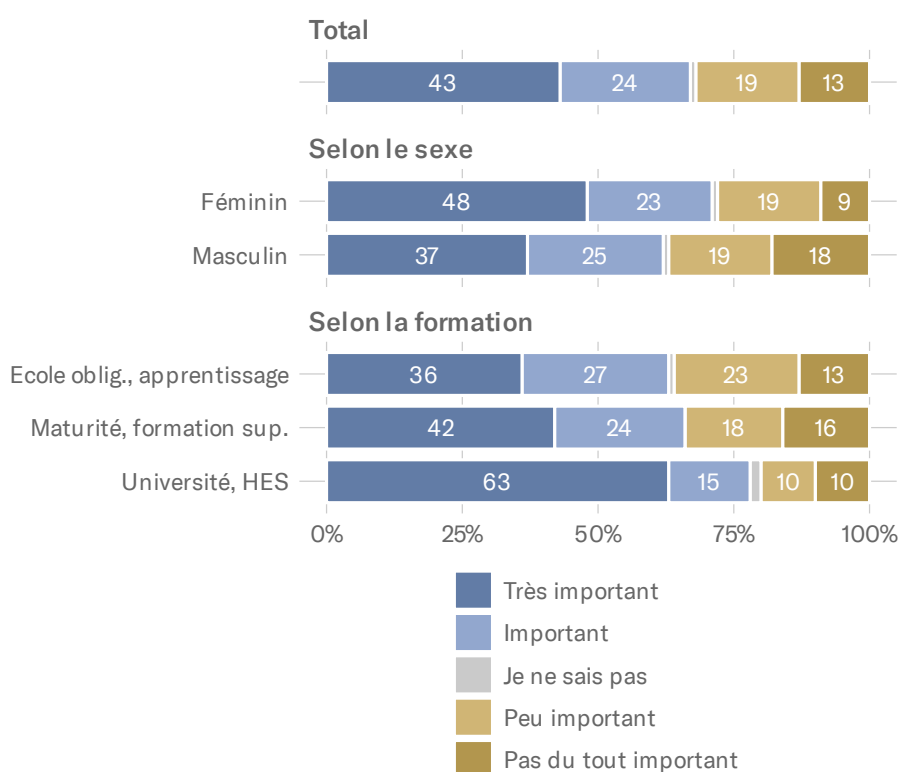
La recherche de la neutralité climatique est un élément central de la stratégie suisse de la lutte contre le changement climatique.¹² Mais comment la population perçoit-elle globalement cette lutte ? La figure 5 montre qu'environ deux tiers des personnes interrogées (67 %) considèrent qu'il est important de lutter activement contre le changement climatique en Suisse. Les femmes (71 %) sont plus nombreuses que les hommes (62 %) à partager cette opinion. Des différences apparaissent également selon le niveau de formation : 78 % des personnes titulaires d'un diplôme universitaire ou d'une haute école spécialisée considèrent que la lutte contre le changement climatique est importante, contre 63 % des personnes interrogées ayant terminé leur scolarité obligatoire ou suivi une formation professionnelle.

¹² Politique climatique de la Suisse (OFEV)

Deux personnes sur trois estiment qu'il est important de lutter contre le changement climatique en Suisse.

Importance de la lutte contre le changement climatique en Suisse (fig. 5)

« Selon vous, à quel point est-il important de lutter contre le changement climatique en Suisse ? »



Le changement climatique est un phénomène complexe, et les stratégies pour y faire face sont tout aussi variées.¹³ La figure 6 montre comment la population évalue différentes mesures

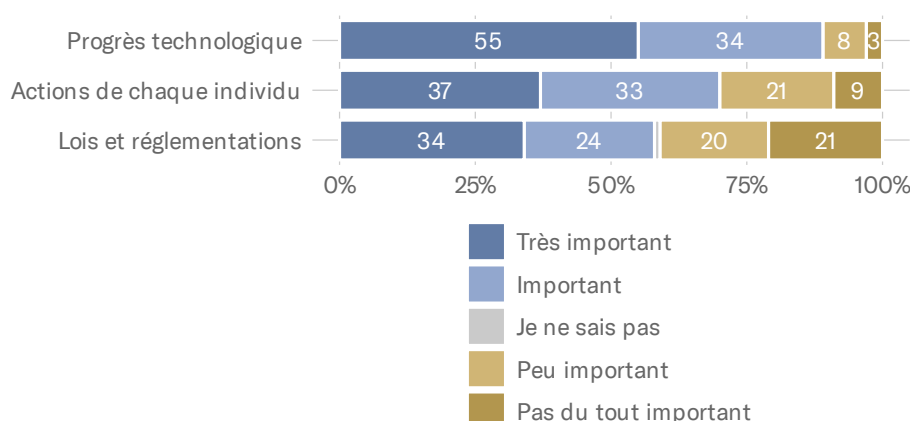
¹³ Stratégie climatique à long terme - Complément pour la CDN 2031-2035 (OFEV)

Objectifs énergétiques de la Suisse

visant à limiter le réchauffement climatique. Il est frappant de constater que les innovations technologiques sont de loin considérées comme les plus importantes : 89 % des personnes interrogées considèrent le progrès technique comme un levier décisif dans la lutte contre le changement climatique. Viennent ensuite les actions individuelles (70 %) et les exigences légales et réglementations (58 %). Il convient de relever que ces trois approches soient considérées comme importantes par une nette majorité, même si c'est à des degrés divers. Les approches axées sur l'innovation structurelle recueillent davantage de soutien que celles qui pourraient être perçues comme trop restrictives ou comme portant une atteinte à la liberté individuelle.

Pertinence des mesures de protection du climat (fig. 6)

« Quelle importance accordez-vous aux approches suivantes pour lutter contre le changement climatique ? »

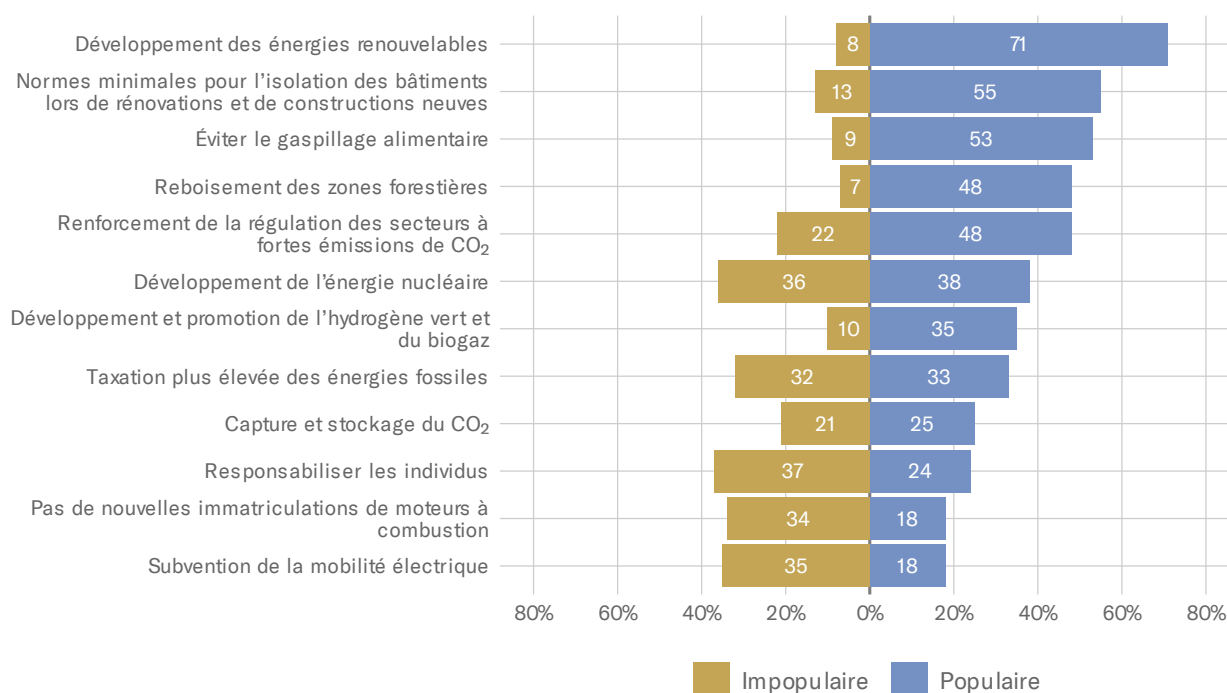


Ces différences se reflètent également dans l'évaluation de mesures concrètes : la figure 7 montre quelles mesures de lutte contre le changement climatique sont particulièrement populaires – et lesquelles sont rejetées. La population rejette le plus clairement l'idée d'imposer davantage de responsabilités aux individus : 37 % s'y opposent, tandis que seulement 24 % sont favorables à cette mesure.

Objectifs énergétiques de la Suisse

Évaluation des mesures de protection du climat en Suisse (fig. 7)

Populaires : « Selon vous, sur quelles mesures concrètes la Suisse devrait-elle miser le plus pour lutter contre le changement climatique? » ; Impopulaires : « Et selon vous, quelles mesures concrètes contre le changement climatique la Suisse devrait-elle privilégier le moins ? »



Les mesures structurelles recueillent un soutien particulièrement important. Le développement des énergies renouvelables bénéficie de loin du plus grand soutien, avec 71 % des personnes interrogées qui y sont favorables. Les normes minimales d'isolation des bâtiments lors de rénovations et de nouvelles constructions (55 %) ainsi que la prévention du gaspillage alimentaire (53 %) sont également soutenues par une majorité.

En revanche, l'opinion publique est bien plus divisée en ce qui concerne l'augmentation de la taxation des énergies fossiles et le développement de l'énergie nucléaire. Ces deux mesures divisent la population en deux camps presque égaux, ce qui révèle une polarisation profonde sur des questions centrales de la politique climatique.

Dans l'ensemble, la population est toutefois favorable à la lutte contre le changement climatique, mais estime que la responsabi-

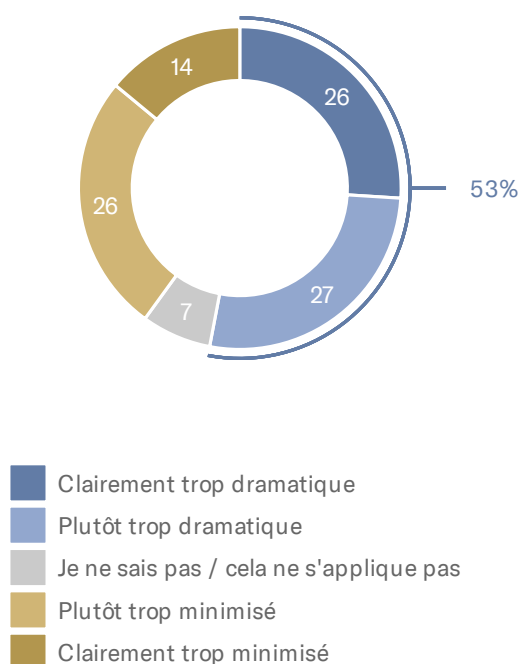
lité en incombe principalement aux innovations structurelles et aux progrès technologiques, et moins aux individus.

2.3 LE DÉBAT SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DIVISÉ

L'attitude de la population à l'égard de la protection du climat n'est pas seulement influencée par ses propres convictions, mais aussi par la manière dont le changement climatique est abordé dans les médias et dans l'espace public. Mais comment la population perçoit-elle ce débat ?

Perception du débat sur le changement climatique (fig. 8)

« Comment percevez-vous personnellement le débat public sur le changement climatique ? »



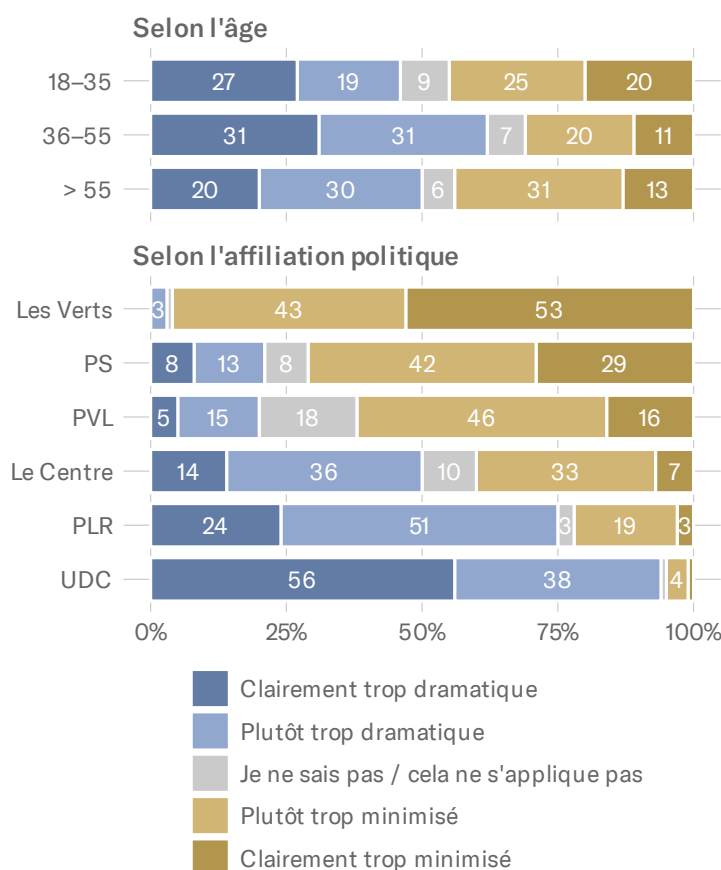
La perception personnelle du débat public sur le changement climatique révèle une société divisée : alors que 40 % des personnes interrogées ont tendance à considérer que le discours minimise trop le problème, une faible majorité (53 %) estime qu'il le dramatise trop (fig. 8). La perception varie également selon l'âge : la tranche des 36-55 ans (62 %) considère souvent le débat comme

Objectifs énergétiques de la Suisse

trop dramatique, tandis que les jeunes adultes (46 %) et les plus de 55 ans (50 %) partagent moins fréquemment ce point de vue (fig. 9).

Perception du débat sur le changement climatique – selon l'âge et selon le parti politique (fig. 9)

« Comment percevez-vous personnellement le débat public sur le changement climatique ? »

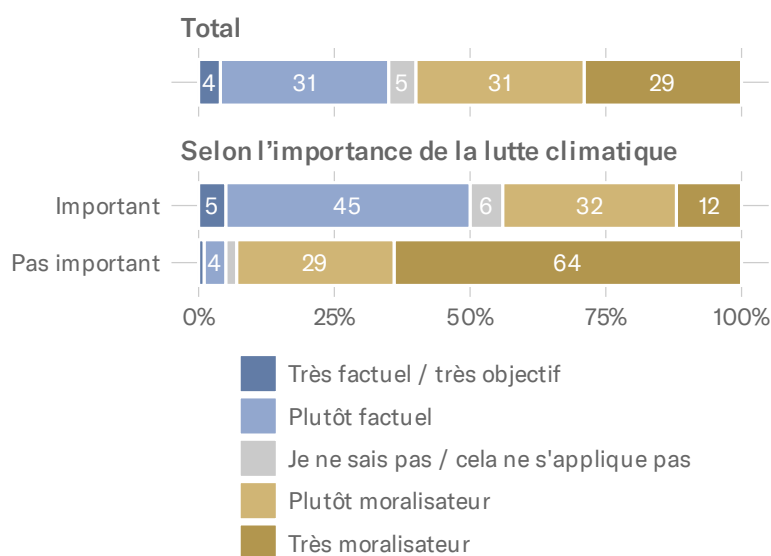


Les différences politiques dans la perception du débat public sur le climat (fig. 9) sont également révélatrices. Alors que les personnes proches des partis de gauche considèrent majoritairement que le débat public minimise trop la situation, les partisans des partis de droite le trouvent trop dramatique. Ces différences ne sont certes pas surprenantes, mais elles montrent clairement que la perception du discours sur le climat est étroitement liée aux orientations politiques. Cela tend à renforcer les positions existantes : chaque camp reste généralement attaché à sa propre interprétation et demeure sceptique face aux points de vue opposés.

Objectifs énergétiques de la Suisse

Couverture médiatique du réchauffement climatique (fig. 10)

« Comment percevez-vous personnellement la couverture médiatique du réchauffement climatique ? »



Par rapport au débat public, la couverture médiatique du réchauffement climatique est perçue encore plus négativement par une grande partie de la population : environ 60 % des personnes interrogées trouvent que les reportages médiatiques sur ce sujet sont moralisateurs, tandis que seulement 35 % les jugent objectifs (fig. 10). Il est intéressant de noter que même parmi celles et ceux qui considèrent qu'il est important de lutter contre le changement climatique, seule la moitié estime que la couverture médiatique est objective.

Une nette majorité perçoit les reportages médiatiques sur le réchauffement climatique comme moralisateurs.

Cette perception peut avoir des conséquences profondes : si les reportages médiatiques semblent moralisateurs, le risque est que de nombreuses personnes remettent fondamentalement en question la neutralité des articles journalistiques. Les informations sur le changement climatique pourraient alors être reçues avec une méfiance accrue, indépendamment de l'attitude personnelle de chacun envers la protection du climat. Cela comporte le risque que le débat public sur le changement climatique s'éloigne de plus en plus des arguments objectifs et devienne davantage idéologique.

L'approvisionnement énergétique en mutation

Ce chapitre traite de la transition énergétique en Suisse. Quelle importance la population accorde-t-elle aux différentes sources d'énergie dans l'approvisionnement énergétique ? Quel rôle les énergies fossiles jouent-elles dans la transition énergétique et quel sera son impact sur la prospérité de la Suisse selon la population ?

3.1 LES SOURCES D'ÉNERGIE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

Le mix énergétique joue un rôle décisif dans la transition vers la neutralité climatique. Il désigne la combinaison et la part des différentes sources d'énergie primaire telles que les énergies fossiles, l'énergie nucléaire et les énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique d'un pays.¹⁴ Par transformation ou par traitement, ces sources primaires donnent naissance à des sources d'énergie secondaires, qui sont directement ache-

¹⁴Mix énergétique; Perspectives énergétiques 2050+ (OFEN)

tées par les consommateurs finaux pour leur approvisionnement énergétique. Les sources d'énergie secondaires comprennent notamment le mazout, l'essence, le diesel, le charbon de bois et l'électricité.¹⁵ Les combustibles fossiles tels que le pétrole et le gaz naturel sont des ressources limitées et libèrent, lors de leur utilisation pour la production d'énergie, des gaz à effet de serre par exemple pour le chauffage, l'électricité ou la mobilité.¹⁶ Afin de réduire son empreinte climatique et de garantir un approvisionnement énergétique sûr et durable à long terme, la Suisse poursuit progressivement sa transition énergétique, passant des combustibles fossiles aux combustibles et carburants renouvelables.¹⁷

¹⁵ Statistique globale de l'énergie en Suisse 2024 (OFEN)

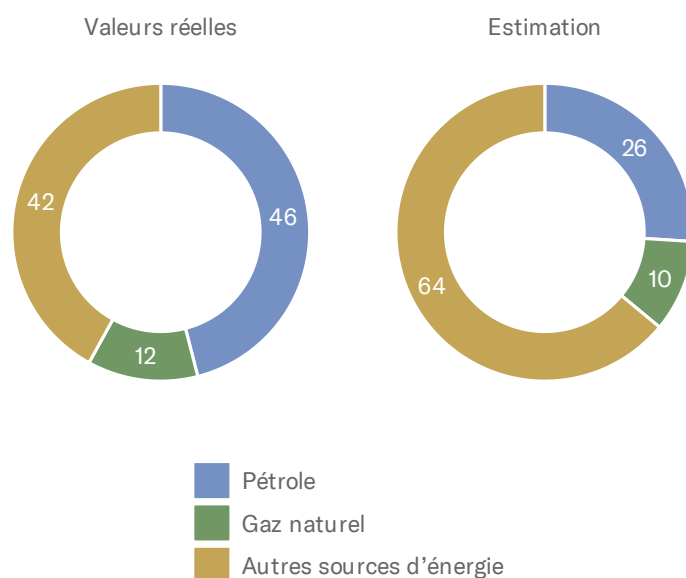
¹⁶ Énergies fossiles (OFEN)

¹⁷ Loi sur le climat et l'innovation (DETEC); Perspectives énergétiques 2050+ (OFEN)

Objectifs énergétiques de la Suisse

Part réelle et estimée des énergies fossiles dans la consommation énergétique en Suisse (fig. 11)

Les valeurs réelles sont basées sur les statistiques énergétiques globales de la Suisse 2024 (consommation finale) ; Estimation : « Selon vous, quelle est actuellement la part [du pétrole/gaz naturel] dans la consommation totale d'énergie en Suisse (ménages, transports, industrie et services) ? », les estimations sont indiquées sous forme de médianes de la population.



La transition énergétique touche en particulier les secteurs du bâtiment, des transports, de l'industrie et des services, dans lesquels les sources d'énergie fossiles jouent encore aujourd'hui un rôle majeur.¹⁸ En 2024, plus de la moitié de la consommation finale en Suisse provenait de sources d'énergie fossiles : 46 % provenaient des produits pétroliers et 12 % du gaz naturel.¹⁹

La figure 11 montre que la population sous-estime nettement l'importance actuelle des sources d'énergie fossiles pour le système énergétique suisse : en moyenne, les personnes interrogées estiment que le pétrole ne représente actuellement qu'environ

¹⁸ Statistique globale de l'énergie en Suisse 2024 (OFEN) ; Stratégie climatique à long terme 2050 (OFEV)

¹⁹ Statistique globale de l'énergie en Suisse 2024, consommation finale (OFEN)

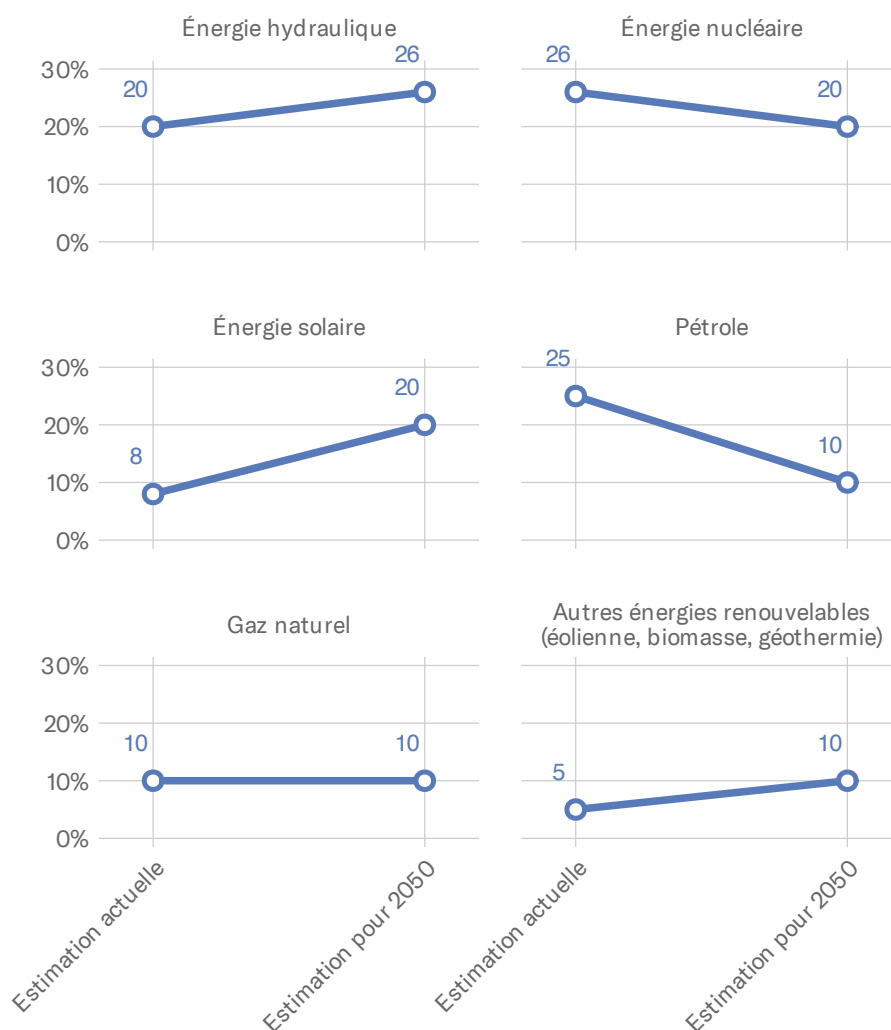
un quart (26 % de la consommation totale d'énergie, alors qu'en réalité, sa part dans la consommation finale était presque deux fois plus élevée l'année dernière (46 %, fig. 11). Cela suggère que la dépendance existante aux énergies fossiles dans le système énergétique actuel est moins perçue par la population que ne le laissent supposer les données réelles de consommation.

La part du pétrole dans la consommation d'énergie est sous-estimée.

Objectifs énergétiques de la Suisse

Part estimée de certaines sources d'énergie dans la consommation énergétique en Suisse (fig. 12)

«Selon vous, quelle est [actuellement/en 2050] la part des sources d'énergie suivantes dans la consommation totale d'énergie en Suisse (ménages, transports, industrie et services) ? », les estimations sont indiquées sous forme de médianes de la population.



Le fait que la population anticipe des progrès continus dans la transition énergétique se reflète dans son estimation de la composition future de la consommation énergétique en Suisse. La figure 12 montre comment les personnes interrogées évaluent la part des différentes sources d'énergie dans la consommation énergétique totale aujourd'hui et en 2050. Pour l'avenir, elles

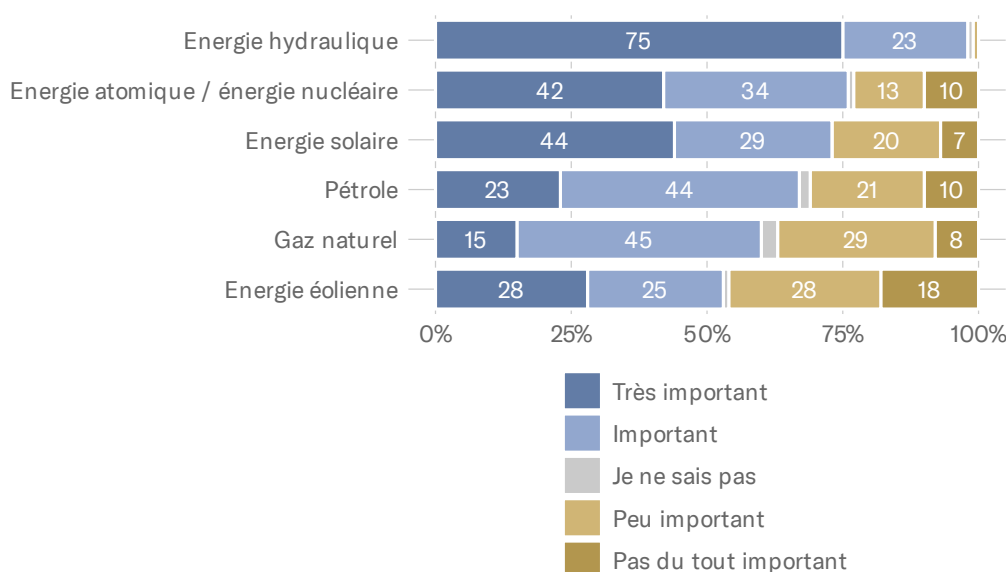
s'attendent à un basculement clair en faveur des énergies renouvelables : selon les estimations de la population, l'énergie hydraulique (26 %), l'énergie solaire (20 %) et les autres énergies renouvelables (10 %) représenteront ensemble plus de la moitié de la consommation totale d'énergie en 2050. Parallèlement, la part des sources d'énergies fossiles devrait globalement diminuer. D'après les personnes interrogées, la part du pétrole devrait tomber d'ici 2050 à environ la moitié de sa valeur actuelle estimée (10 %), tandis que celle du gaz naturel resterait stable (10 %). L'importance de l'énergie nucléaire est également jugée en légère baisse : sa part dans la consommation totale d'énergie devrait diminuer d'environ un cinquième, pour atteindre environ 20 % d'ici 2050.

Ces résultats montrent que la population anticipe une transition nette de l'approvisionnement énergétique de la Suisse vers des sources renouvelables. L'énergie hydraulique et l'énergie solaire sont considérées, avec l'énergie nucléaire, comme les piliers du futur système énergétique. Cependant, on suppose que les sources d'énergie fossiles continueront à jouer un rôle essentiel dans l'approvisionnement énergétique en 2050. Cela pourrait indiquer que la population part du principe qu'une transition énergétique réussie ne pourra se faire sans une certaine part ni une utilisation ciblée de combustibles et de carburants fossiles. Dans l'ensemble, les estimations de la population reflètent à la fois un mélange d'optimisme face à la transformation et de réalisme quant au maintien de certaines dépendances à des sources d'énergie non renouvelables.

Objectifs énergétiques de la Suisse

Importance de certaines sources d'énergie pour la Suisse (fig. 13)

« Selon vous, quelle est actuellement l'importance des sources d'énergie suivantes pour un approvisionnement énergétique stable en Suisse ? »



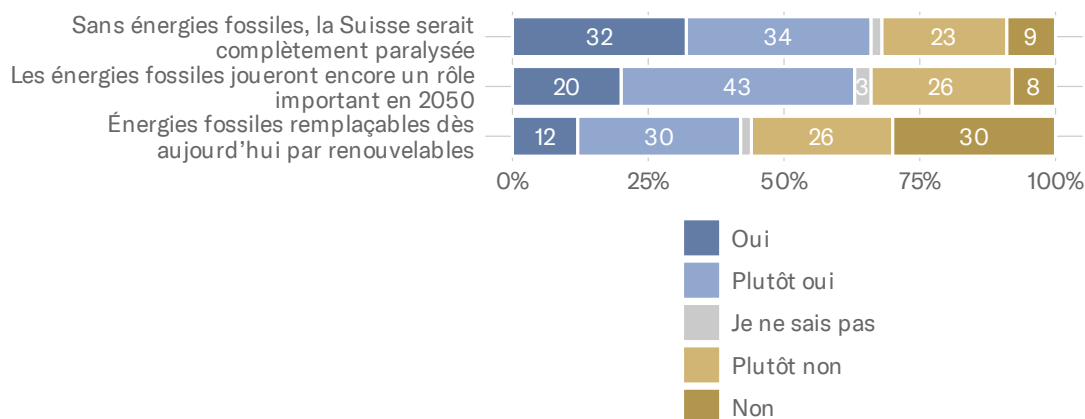
Outre la part relative des différentes sources d'énergie dans la consommation énergétique, leur importance pour la sécurité d'approvisionnement actuelle joue également un rôle central. La figure 13 montre que toutes les sources d'énergie étudiées sont considérées comme importantes par la majorité de la population pour garantir un approvisionnement énergétique stable. Alors que l'énergie hydraulique est considérée comme importante par presque toutes les personnes interrogées, l'énergie éolienne est celle à laquelle on attribue la plus faible importance (53 %). Il est intéressant de noter que le pétrole (67 %) et le gaz naturel (60 %), bien qu'ils représentent ensemble plus de la moitié de la consommation finale d'énergie actuelle, {Statistiques énergétiques globales de la Suisse 2024, consommation finale (OFEN)}} – soient perçus comme moins importants pour la sécurité d'approvisionnement que, par exemple, l'énergie hydraulique, l'énergie nucléaire (76 %) ou l'énergie solaire (73 %). Dans l'ensemble, les résultats suggèrent que la population considère qu'un système énergétique diversifié est essentiel pour la sécurité d'approvisionnement, tout en attribuant moins d'im-

Objectifs énergétiques de la Suisse

portance aux sources fossiles, qui dépendent fortement des importations ou de facteurs externes,²⁰.

Opinions sur les énergies fossiles (fig. 14)

« Êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? »



Dans l'ensemble, la population adopte une position ambivalente quant à l'importance des sources d'énergie fossiles pour le système énergétique suisse. Si elle sous-estime plutôt leur contribution actuelle à la consommation d'énergie en Suisse (fig. 11), la majorité de la population leur accorde encore un rôle clé aujourd'hui et en 2050 (fig. 14). L'un des principaux défis de la transition énergétique réside dans le fait que les transports et l'industrie dépendent encore fortement des combustibles fossiles (par exemple, le diesel, l'essence, le charbon) dans de nombreux domaines.²¹ Les participants et les participantes à cette enquête semblent conscients de ces défis : deux tiers (66 %) partent du principe que sans les énergies fossiles, la vie publique serait aujourd'hui largement paralysée et une majorité (56 %) estime que les énergies fossiles ne peuvent pas encore être entièrement remplacées par des sources d'énergie renouvelables. 63 % des personnes interrogées s'attendent à ce qu'elles continuent de jouer un rôle majeur dans l'approvisionnement énergétique en 2050. Dans l'ensemble, la population estime que les énergies fossiles

²⁰ Journée de l'indépendance énergétique (Fondation pour l'énergie)

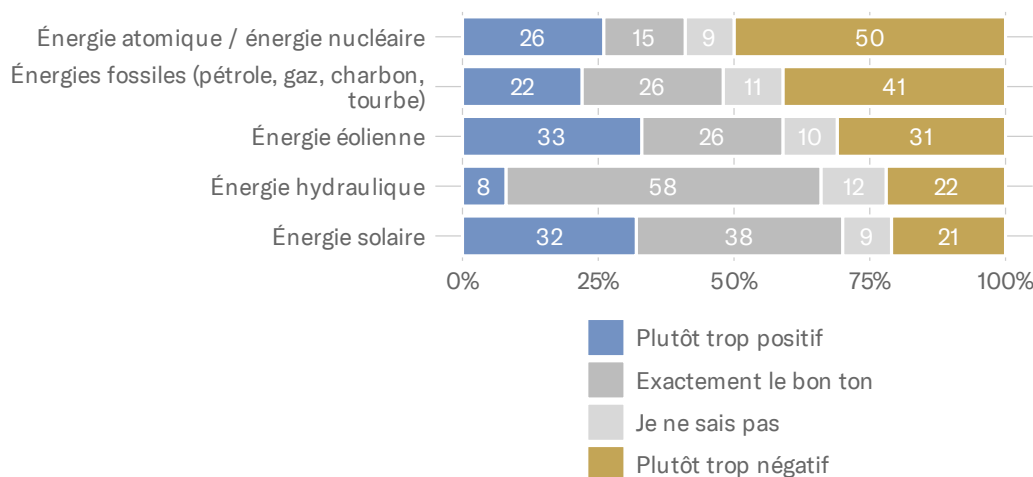
²¹ Statistiques énergétiques globales de la Suisse 2024 (OFEN); Stratégie climatique à long terme 2050 (OFEV)

Objectifs énergétiques de la Suisse

sont en déclin, mais doute qu'elles puissent être complètement remplacées dans un avenir proche.

Tonalité de la couverture médiatique des sources d'énergie (fig. 15)

« Comment évaluez-vous le ton adopté par les médias lorsqu'ils parlent des sources d'énergie suivantes ? »



La manière dont les sources d'énergie sont présentées dans les médias influence leur perception par le public. La figure 15 montre comment la population évalue la tonalité adoptée par les médias lors qu'ils présentent différentes sources d'énergie : l'énergie nucléaire ressort particulièrement – environ la moitié des personnes interrogées trouvent que sa présentation dans les médias est trop négative. Quatre personnes interrogées sur dix trouvent également que la couverture médiatique des énergies fossiles (41 %) est trop négative. Une tendance différente se dessine pour les énergies renouvelables : un tiers des personnes interrogées jugent la couverture médiatique de l'énergie éolienne (33 %) et de l'énergie solaire (32 %) trop positive. C'est l'énergie éolienne qui polarise le plus, les avis « trop négatifs » et « trop positifs » s'équilibrant presque. Ces tensions sont sans doute liées aux discussions controversées autour de la protection du paysage, du bruit et des répercussions locales liées à l'énergie éolienne.²² Ainsi, l'opinion publique à l'égard des sources d'énergie semble être façonnée non seulement par leurs caractéristiques technologiques et leur représentation mé-

²² Éoliennes (SRF)

diatique, mais aussi par les débats sociétaux et les convictions individuelles.

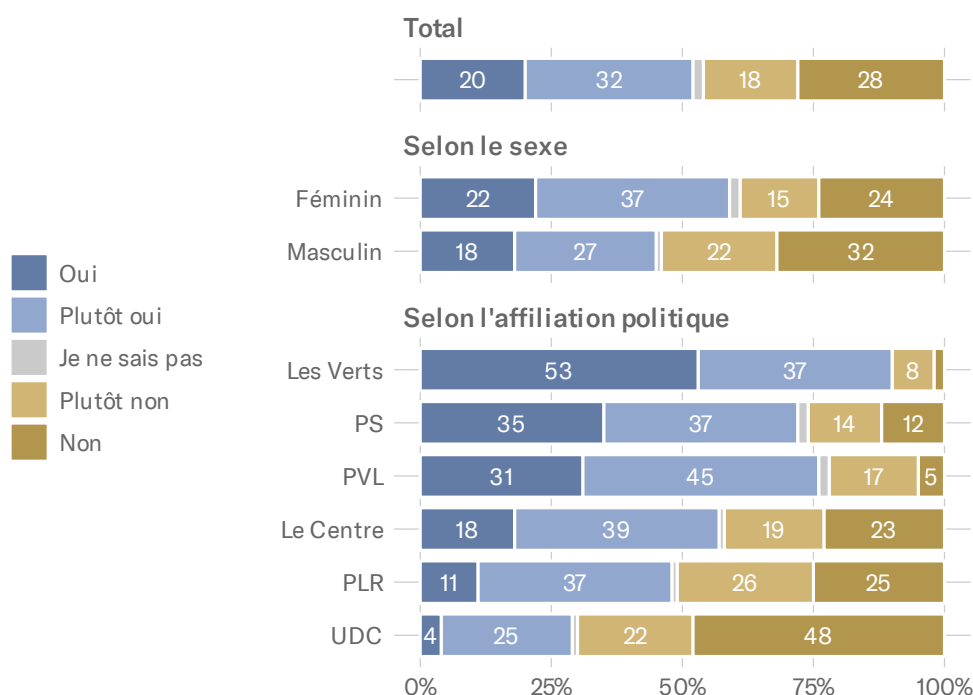
3.2 LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, OUI – MAIS PAS À N'IMPORTE QUEL PRIX

La transition énergétique est inévitable – tout le monde semble d'accord sur ce point (fig. 12) – mais qui serait prêt à faire des sacrifices financiers pour y parvenir ? La figure 16 montre que 52 % des personnes interrogées se déclarent prêtes à accepter des coûts plus élevés (par exemple pour l'électricité, le chauffage ou la mobilité) en faveur des énergies renouvelables, contre 46 % qui ne le sont pas. Cette disposition est particulièrement faible chez les partisans de l'UDC : moins d'un tiers d'entre eux seraient prêts à supporter les coûts supplémentaires liés aux énergies renouvelables. Des différences apparaissent aussi entre les sexes : les hommes (45 %) se montrent nettement moins disposés à supporter ces coûts que les femmes (59 %).

Objectifs énergétiques de la Suisse

Disposition à assumer des coûts supplémentaires pour les énergies renouvelables (fig. 16)

« Seriez-vous prêt à payer plus cher pour l'énergie provenant de sources d'énergies renouvelables (p. ex. pour l'électricité, le chauffage, la mobilité) ? »



Seule une personne sur deux
serait prête à payer plus cher
pour les énergies
renouvelables.

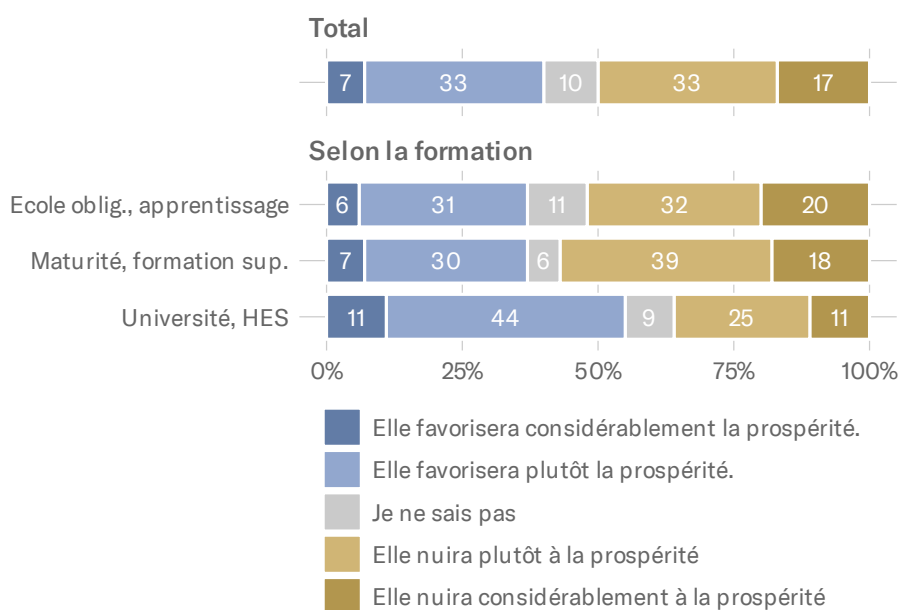
Les répercussions financières de la transition énergétique sont complexes et difficiles à évaluer dans leur globalité. À court terme, elle peut entraîner des coûts supplémentaires liés aux investissements dans les innovations technologiques et aux adaptations structurelles. Mais sur le long terme, elle a le potentiel de garantir un approvisionnement énergétique stable

Objectifs énergétiques de la Suisse

et plus neutre sur le plan climatique en Suisse.²³ Bien que la recherche suggère des effets macroéconomiquement positifs de la transition énergétique,²⁴ , ces liens restent difficiles à appréhender pour le grand public. Ainsi, les opinions sur les effets de la transition énergétique sur la prospérité en Suisse demeurent partagées : 40 % des personnes interrogées pensent que la transition énergétique favorisera (plutôt) la prospérité, la moitié (plutôt) s'attend à ce qu'elle la compromette (fig. 17). Les personnes titulaires d'un diplôme universitaire ou d'une haute école spécialisée se montrent un peu plus optimistes : une faible majorité (55 %), estime que la transition énergétique aura un effet positif sur la prospérité en Suisse.

Impact de la transition énergétique sur la prospérité de la Suisse (fig. 17)

« Selon vous, quel sera l'impact de la transition énergétique sur la prospérité de la Suisse ? »



La perception de la transition énergétique et de ses conséquences est notamment influencée par la couverture médiatique. La manière dont la population perçoit la faisabilité de la transition énergétique est un thème central à cet égard.

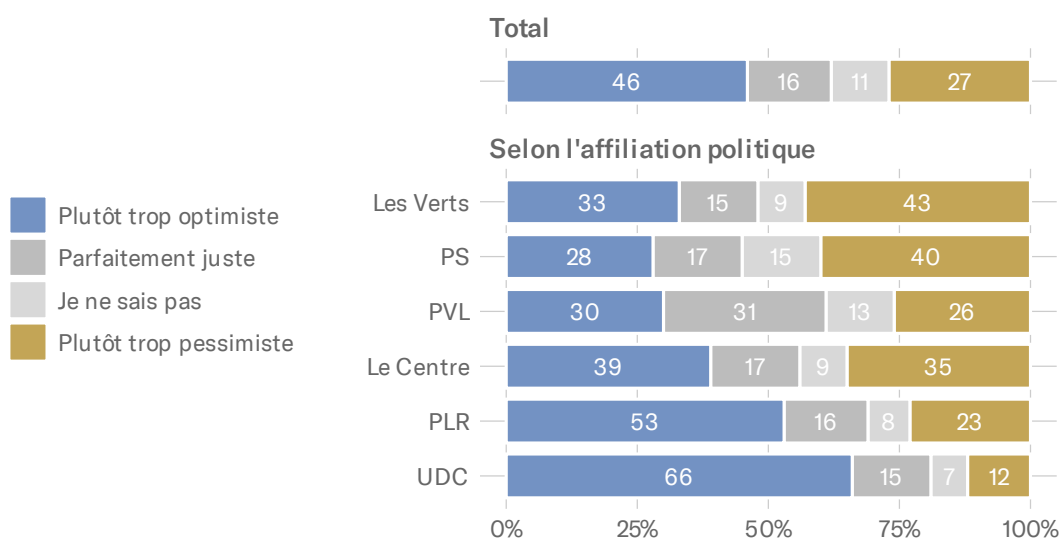
²³Sciences énergétiques (ETH)

²⁴Coûts de la transition énergétique (experts en énergie)

Objectifs énergétiques de la Suisse

Couverture médiatique de la faisabilité de la transition énergétique (fig. 18)

« Comment évaluez-vous la couverture médiatique de la faisabilité de la transition énergétique ? »



La figure 18 montre qu'environ un quart des personnes interrogées jugent la couverture médiatique de la transition énergétique trop pessimiste. Près de la moitié (46 %) estime en revanche qu'elle est trop optimiste et seulement 16 % la trouvent « tout à fait juste ». Il apparaît clairement que l'orientation politique est étroitement liée à cette perception : les personnes issues de la droite conservatrice (PLR et UDC) ont plutôt tendance à juger la couverture médiatique trop optimiste, tandis que les partisans des partis du centre et de gauche la perçoivent plus souvent comme trop pessimiste. Cela montre que le débat sur la transition énergétique n'est pas seulement une question de faits, mais aussi du prisme politique à travers lequel il est perçu.

Comportement (non) favorable au climat

Ce chapitre examine le comportement climatique de la population suisse. Qui est prêt à adapter (davantage) ses actions en faveur de la protection du climat ? Par qui une pression en ce sens est-elle ressentie ? Et que fait déjà la population aujourd'hui pour contribuer activement à la protection du climat ?

4.1 UN COMPORTEMENT FAVORABLE AU CLIMAT SOUHAITÉ

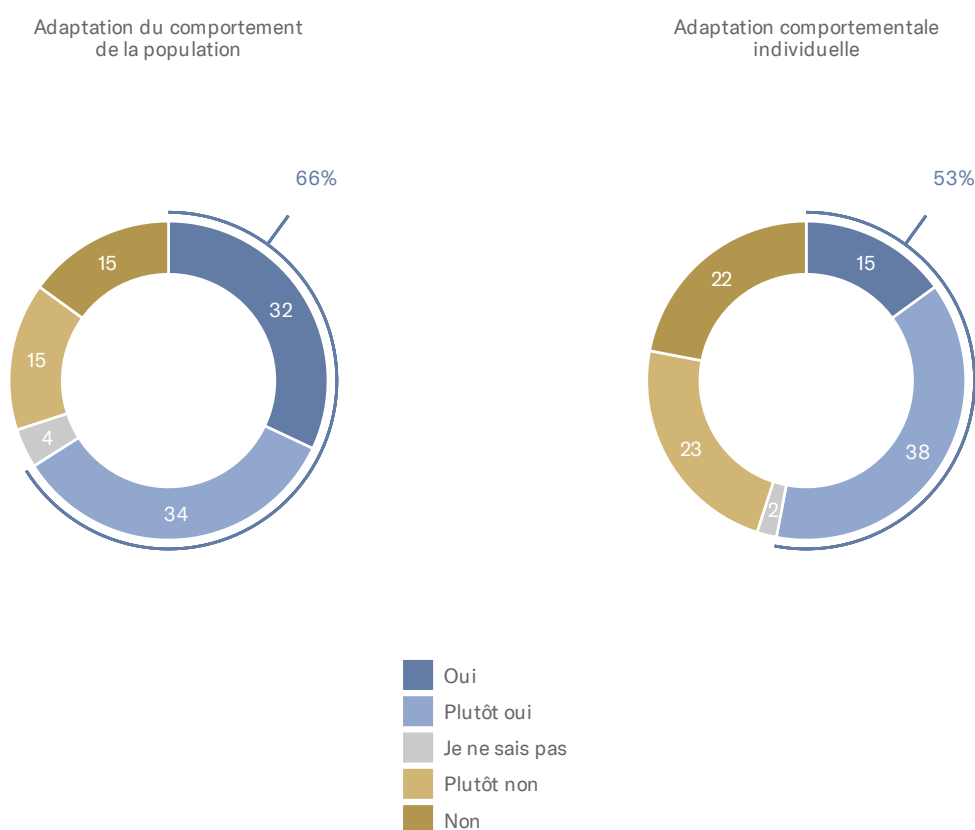
Plus des deux tiers des personnes interrogées estiment que les actions de chaque individu sont essentielles pour freiner le réchauffement climatique (fig. 6). Cette conviction s'accompagne d'attentes élevées envers la société : 66 % des personnes interrogées pensent que la population suisse devrait adapter davantage son comportement à la protection du climat (fig. 19). Cependant, un écart notable apparaît entre cette attente et la disposition personnelle à agir. Seule la moitié des personnes interrogées (53 %) serait prête à adapter davantage son comportement en faveur de la protection du climat (fig. 19). Cette divergence se reflète également dans le degré d'adhésion : alors qu'environ un tiers (32 %)

Objectifs énergétiques de la Suisse

des personnes interrogées répond par « oui » clair à la question de savoir si la population devrait changer son comportement, ils ne sont que 15 % à exprimer le même engagement pour changer leur propre comportement. L'exigence envers les autres est donc plus marquée que la volonté de changer son propre comportement – un indice d'une tension entre les convictions et les actions lorsqu'il est question de protection du climat.

Comportement de la population suisse en matière de protection du climat (fig. 19)

Changement de comportement de la population : « Pensez-vous que la population suisse devrait davantage adapter son comportement individuel en faveur de la protection du climat ? » ; Adaptation de son propre comportement : « Seriez-vous prêt.e à adapter davantage votre comportement quotidien pour protéger le climat ? »



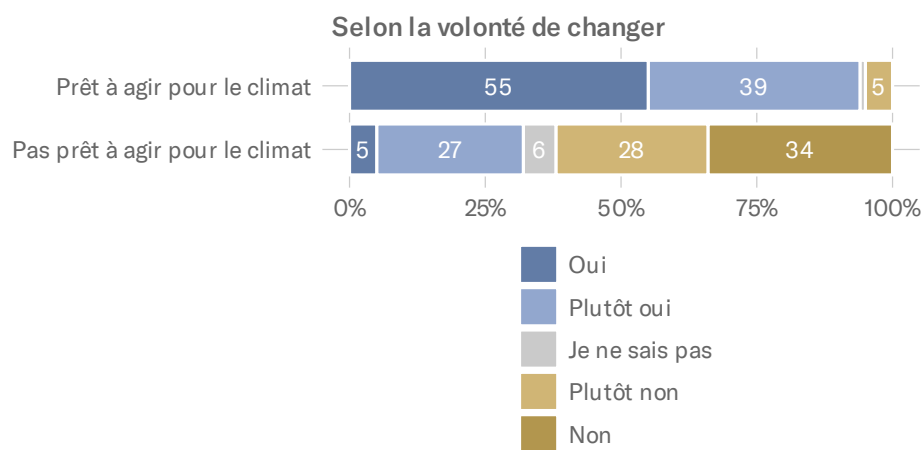
L'illustration 20 confirme cette disparité. Elle montre les attentes de la société envers un comportement favorable au climat en fonction de la disposition personnelle à agir. Il est intéressant de noter que parmi les personnes qui ne seraient pas disposées à adapter davantage leur comportement personnel à la protection du climat, un tiers estime que la population suisse devrait préci-

Objectifs énergétiques de la Suisse

sément le faire. Il n'est pas exclu qu'une partie de ces personnes considèrent déjà leur comportement comme suffisamment respectueux du climat et ne voient donc pas la nécessité de s'adapter davantage. Néanmoins, ce schéma indique que la responsabilité de la protection du climat est davantage perçue comme incombant à la collectivité qu'à l'action individuelle.

Comportement de la population suisse en matière de protection du climat (fig. 20)

« Pensez-vous que la population suisse devrait davantage orienter son comportement individuel en faveur de la protection du climat ? »



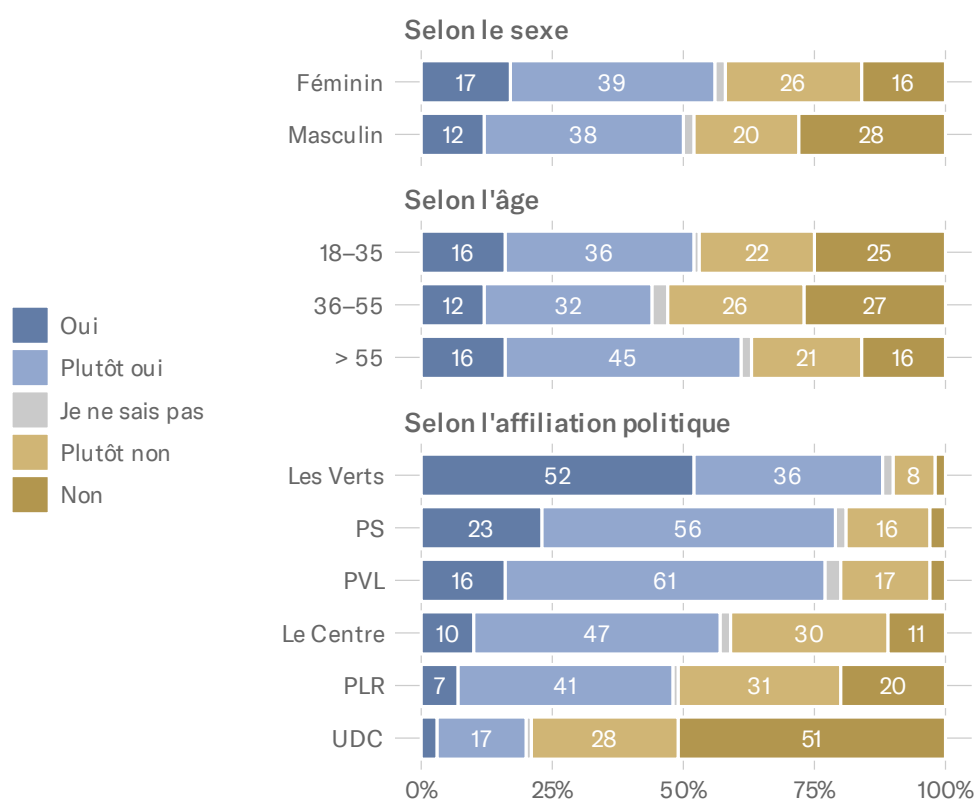
Mais qui se dit prêt, de manière générale, à adapter davantage son comportement en faveur de la protection du climat ? La figure 21 montre des différences marquées entre les différents groupes de population. Dans l'ensemble, les femmes (56 %), les 18-35 ans (52 %) et les plus de 55 ans (61 %) se déclarent plus disposés à adopter un comportement plus respectueux du climat que les hommes (50 %) et les personnes interrogées appartenant à la tranche d'âge intermédiaire (44 %).

Deux tiers des personnes interrogées estiment que la population suisse devrait adopter un comportement plus favorable à la protection du climat, mais seule une personne sur deux est prête à le faire.

Objectifs énergétiques de la Suisse

Adaptation du comportement pour la protection du climat (fig. 21)

« Seriez-vous prêt à adapter davantage votre comportement quotidien en faveur de la protection du climat ? »



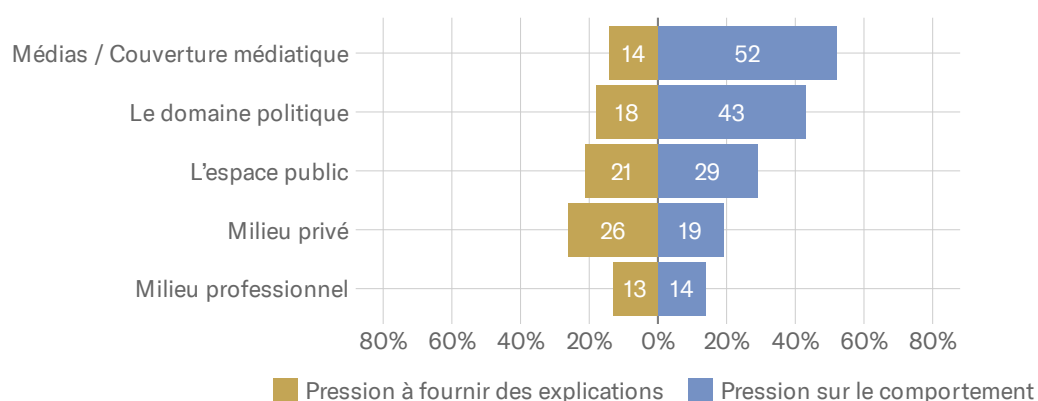
Des différences particulièrement marquées apparaissent également en fonction de l'orientation politique des personnes interrogées : parmi l'électorat des Verts, près de neuf personnes sur dix (88 %) seraient prêtes à modifier davantage leur comportement en faveur de la protection du climat. Parmi les partisans du PS et du PVL, la disposition reste élevée, avec plus des trois quarts favorables à un tel changement. À l'autre extrémité du spectre se trouvent les électeurs et électrices de l'UDC : ici, seule une personne sur cinq (20 %) se déclare prête à modifier son comportement personnel en faveur de la protection du climat. Il reste toutefois difficile de déterminer dans quelle mesure le biais de désirabilité sociale influence ces réponses, c'est-à-dire si les personnes interrogées expriment davantage leur opinion dans leurs réponses ou si ces intentions se traduisent réellement dans leur comportement quotidien.

Objectifs énergétiques de la Suisse

La réflexion autour d'un comportement respectueux du climat ne concerne plus seulement la politique et la science, mais polarise également les débats sociaux dans l'espace public comme dans la sphère privée. Beaucoup de gens ressentent ainsi une forme de pression : d'une part, celle d'adapter davantage leur comportement à la protection du climat, d'autre part, celle de devoir se justifier pour un comportement perçu comme trop «vert».

Pression à agir et à se justifier pour un comportement respectueux du climat (fig. 22)

Pression à agir : « Dans quel environnement ressentez-vous une pression à adopter un comportement respectueux du climat ? » ; Pression à se justifier : « Et dans quel environnement avez-vous le sentiment de devoir justifier votre comportement écologique ? »



La figure 22 montre que la pression à adopter un comportement favorable au climat provient principalement des médias (52 %), suivis par la politique (43 %) et l'espace public (29 %). Parallèlement, de nombreuses personnes interrogées rapportent aussi l'expérience inverse, celle de devoir se justifier pour leur comportement écologique : environ 26 % disent ressentir cela dans leur entourage privé, et 21 % dans l'espace public.

Ces résultats mettent en évidence que le débat climatique possède une forte dimension sociale dans laquelle un comportement écologique est non seulement observé, mais aussi jugé et assorti d'attentes.

4.2 LA PROTECTION DU CLIMAT AU QUOTIDIEN

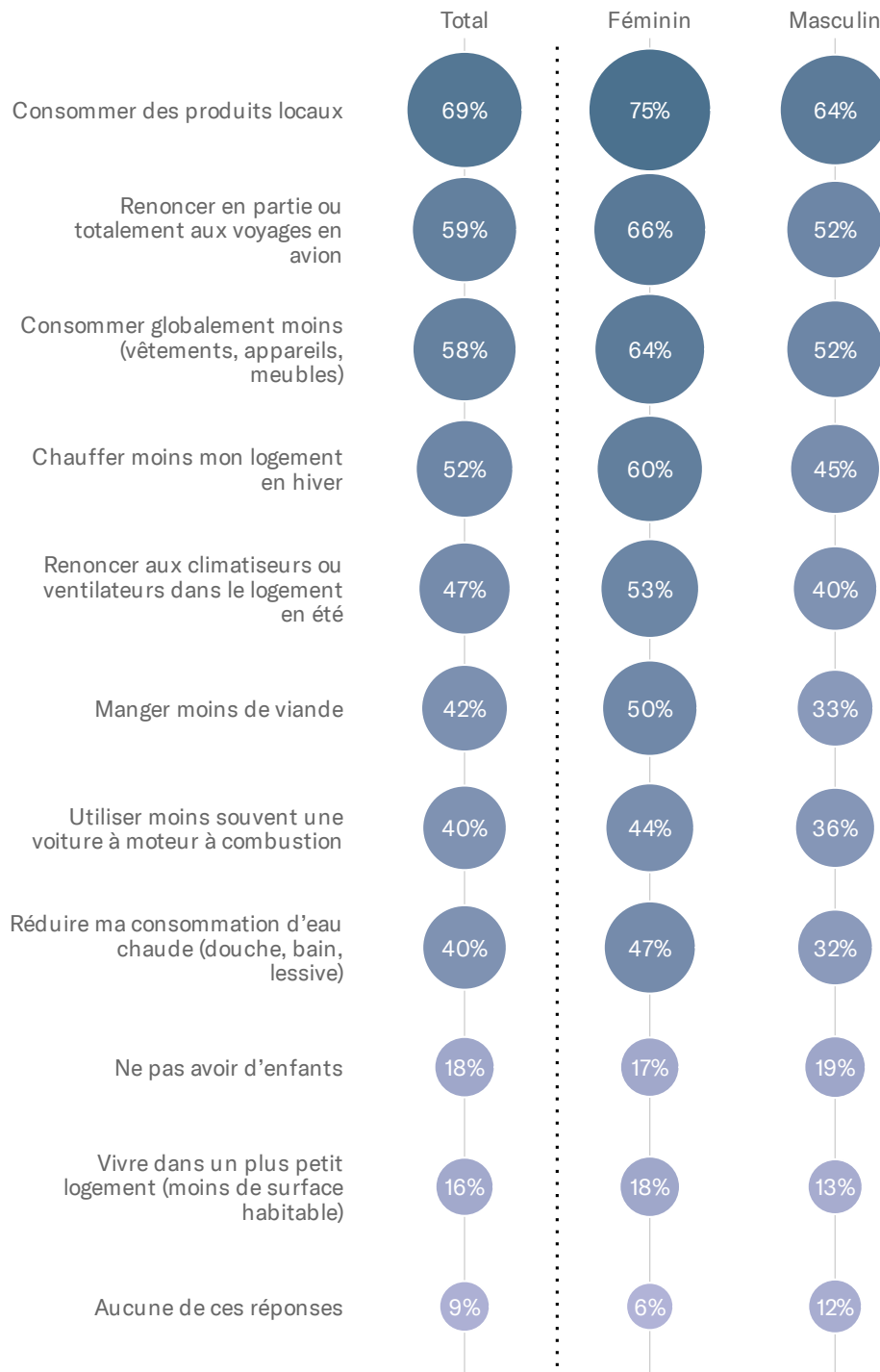
Les bonnes intentions et la volonté théorique d'adopter un comportement favorable au climat sont une chose, mais la mise en pratique dans la vie quotidienne en est une autre. Les domaines dans lesquels la population suisse s'engage déjà activement en faveur de la protection du climat concernent notamment l'alimentation, la mobilité et la consommation (fig. 23). Plus d'une personne interrogée sur deux déclare privilégier les aliments locaux pour protéger le climat (69 %), renoncer partiellement ou totalement aux voyages en avion (59 %), réduire sa consommation de vêtements, d'appareils ou de meubles (58 %) et chauffer moins son logement en hiver (52 %). Le renoncement à la climatisation (47 %), la réduction de la consommation de viande (42 %), la diminution de l'utilisation de voitures à moteur à combustion et la réduction de la consommation d'eau chaude (40 % dans chaque cas) sont également courants.

Une différence notable apparaît selon le genre : les femmes déclarent significativement plus souvent que les hommes mettre en œuvre ces mesures dans leur vie quotidienne. Pour les huit comportements les plus fréquemment cités, la proportion est environ dix pourcent plus élevée chez les femmes que chez les hommes. Il reste toutefois à déterminer dans quelle mesure cette différence reflète de réelles divergences de comportement, des perceptions différentes de ce qu'est une action favorable climat ou simplement un effet de désirabilité sociale

Objectifs énergétiques de la Suisse

Mesures de protection du climat au quotidien (fig. 23)

« Que faites-vous concrètement au quotidien pour contribuer activement à la protection du climat ? »



Dans le contexte de la transition énergétique et du comportement des individus, les décisions d'achat individuelles jouent également un rôle central. Le passage des moteurs à combustion aux véhicules électriques représente un levier central pour la transition énergétique dans le secteur de la mobilité.²⁵ Actuellement, environ 4 % des véhicules en Suisse fonctionnent exclusivement à l'électricité, et 10 % supplémentaires sont hybrides.²⁶ Cependant, l'image positive des voitures électriques et la volonté d'achat de la population suisse ont plutôt tendance à diminuer ces dernières années.²⁷

L'illustration 24 montre dans quelle mesure les automobilistes et les motocyclistes considèrent l'option de choisir un véhicule électrique lors de leur prochain achat. Plus d'un tiers (38 %) estime que cela est probable, tandis que plus de la moitié émet des réserves. Cela indique que si la transition vers la mobilité durable bénéficie d'un certain soutien, le rythme de la transformation pourrait toutefois être ralenti par des incertitudes ou des obstacles persistants.

²⁵Perspectives énergétiques 2050+ (OFEN); Électromobilité et transition énergétique (SES)

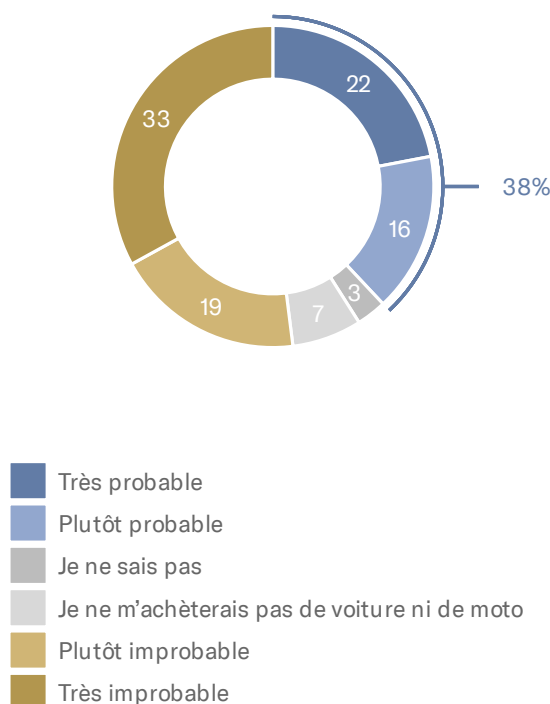
²⁶Parc automobile en 2024 (OFS)

²⁷Mobilité électrique (Tagesanzeiger, 09/2025); AXA Mobilitätstacho 2025 (Sotomo)

Objectifs énergétiques de la Suisse

Achat d'un véhicule électrique (fig. 24)

« Quelle est la probabilité que, lors de votre prochain achat de voiture ou de moto, vous optiez (à nouveau) pour un véhicule électrique? » – uniquement les personnes qui conduisent une voiture ou une moto



Outre les domaines de la mobilité, de la consommation et de l'alimentation, le secteur du logement, en particulier le chauffage des bâtiments à l'aide d'énergies fossiles, contribue également de manière significative à l'empreinte carbone de la Suisse.²⁸ En 2024, 35 % des bâtiments en Suisse étaient encore chauffés au mazout.²⁹ Dans la perspective de la réduction de gaz à effet de serre et de l'objectif de neutralité carbone, le passage à des systèmes de chauffage renouvelables dans le secteur du bâtiment revêt une grande importance et constitue un levier central de la transition énergétique.³⁰

²⁸ Climat : l'essentiel en bref (OFEV)

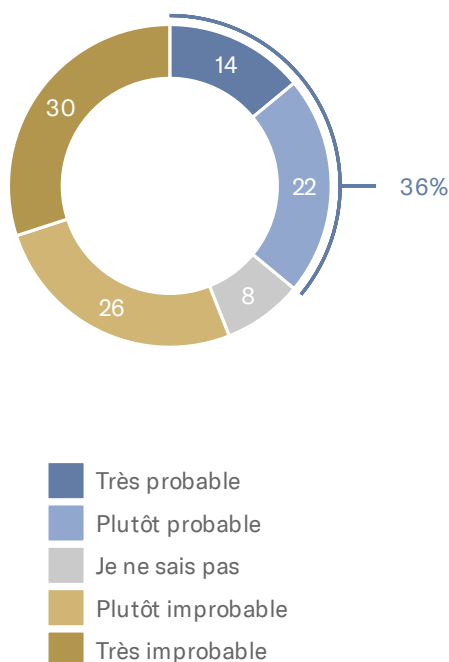
²⁹ Statistique des bâtiments et des logements 2024 (OFS)

³⁰ Consommation d'énergie dans le secteur du bâtiment (Energiehub)

Objectifs énergétiques de la Suisse

Chauffage avec des énergies renouvelables (fig. 25)

« Quelle est la probabilité que vous convertissiez votre système de chauffage vers des sources d'énergie renouvelables (p.ex. pompe à chaleur) au cours des cinq prochaines années ? » – uniquement les personnes propriétaires d'un logement individuel chauffé actuellement au mazout ou au gaz



Parmi les propriétaires des logements individuels chauffant encore au mazout, environ un tiers envisage de passer à un système de chauffage renouvelable dans les cinq prochaines années (fig. 25). Cela montre certes une certaine volonté de changement, mais la majorité des propriétaires des logements individuels chauffant encore au mazout restent réticent.e.s. Les raisons peuvent être multiples : coûts d'investissement élevés, contraintes techniques dans les bâtiments existants, réserves personnelles, etc. Pour atteindre les objectifs climatiques, cela signifie que sans incitations supplémentaires, programmes de subvention et conseils personnalisés, la transformation du secteur du bâtiment risque de progresser lentement.

Collecte des données et méthode

Les données ont été collectées entre le 20 août et le 3 septembre 2025. La population de référence de l'enquête est constituée de la population résidente linguistiquement intégrée de Suisse alémanique et de Suisse romande. L'enquête a été réalisée via le panel en ligne de Sotomo. Après nettoyage et contrôle des données, les réponses fournies par 1 887 personnes ont pu être utilisées pour l'analyse

Comme les participant.e.s à l'enquête se recrutent eux-mêmes (opt-in), des biais d'échantillonnage peuvent survenir. Des méthodes de pondération statistique sont donc utilisées afin que l'échantillon corresponde aux caractéristiques sociodémographiques centrales de la population. Les caractéristiques suivantes ont été prises en compte dans la pondération : sexe, âge, formation, parti politique, région linguistique, comportement en matière de mobilité et comportement de vote lors de la loi sur l'électricité (juin 2024) et de la loi sur le climat et l'innovation (juin 2023). Cette procédure garantit une grande représentativité élevée de la population résidente en Suisse. Pour l'échantillon total actuel, l'intervalle de confiance à 95 % (pour une part de 50 %) est de +/-2,3 points de pourcentage.

